

# PLACE PUBLIQUE

VOL. 2, N° 6

AOÛT 1995

GRATUIT / FREE  
46 000 LECTEURS/READERS

## *Le Monde dans mon quartier*

## *The World at My Door*

**Ambiguïté  
réglementaire 6**

**Ambiguous  
by-laws 6**

**Sécurité: l'affaire  
de tout le monde? 8**

**Security:  
everybody's job 8**

**Économie: avancer  
vers l'arrière 10**

**SAPping the  
economy 10**

shawarma  
shish taouk

RESTAURANT

# FARROUJ

## Cuisine Libanaise

Jus 100% naturel

Falafel et plats végétariens

### الفروج

La Cité • Tél.: (514) 285-8729  
3575, av. du Parc, Montréal H2X 3P9

## le BAGEL

Gratuit!  
3 BAGELS\*  
Free!

Les Galeries du Parc, 3575 Ave. du Parc  
(coin Prince-Arthur) • Tél.: 845-9992

La nouvelle et la plus originale boulangerie-café-bagel.

15 variétés d'excellents bagels new-yorkais  
fraîchement cuits sur les lieux

Nature • Pavot • Sésame • Sel • Ail • Oignon • Tout  
garni • Blé entier • Cannelle-raisin • Cannelle-pomme •  
Seigle • Seigle noir • Bleuet • Pesto • Tomate séchée

\* Avec tout achat de 1,99 \$ ou plus (taxes en sus),  
sur présentation de ce coupon. L'offre se termine le 31 août 1995.

# ZORBA

S O U V L A K I

200 St-Viateur Ouest  
Montréal (Québec)  
271-5520

depuis/since 1976

The best souvlaki restaurant

Venez déguster nos spécialités. • Come and taste our specialties.

## SUPERMARCHÉ

### Nascimento & Brito Reg'd

BIÈRES ET  
VINS FROIDS

67 Prince Arthur Est  
☎ (514) 845-5751

• OUVERT 7 JOURS/SEMAINE  
DE 7H30 À 23H

• OPEN 7 DAYS A WEEK

• Livraison gratuite pour  
commande de plus de 35 \$

• Free delivery for orders  
over \$35

• SPÉCIAUX TOUS LES JOURS

• SPECIALS EVERY DAY

# BRASSERIE DES PINS

3714, avenue du Parc

Spéciaux du midi de 11h à 14h

À partir de **4,25\$**  
(taxes incluses)

Du 20 au 31 août:

• Nouvelle bière

• Épis de maïs gratuits

## COURRIER TO THE EDITOR

### L'ESSOR DES NICKBURGERS!

Pour faire suite à l'article paru dans votre journal concernant les «nickburgers» de la «Place Milton», il me fait plaisir de vous informer que cet article a contribué à faire connaître «Place Milton» à plusieurs gens qui en ignoraient l'existence. J'annonce dans votre journal depuis sa parution et je désire souligner que ceci a contribué à l'augmentation de ma clientèle.

Je remercie «Place publique» pour sa contribution à l'essor économique de notre quartier.

Nicholas Arniotis.

### CONTROVERSY ABOUT PEST...

On your page two of last month's issue I see "Controversy:

### Quand le moniteur cardiaque ne répond plus... When the heart monitor doesn't respond...



Pets or Pests?" It's unlikely that our present administration will do anything to control the pigeons, which are undoubtedly noisy and dirty, although one must admire their ability to live through the winter. However there is little controversy as to whether the guests

at the Bar Tantra are pests. Unfortunately, it is equally unlikely that the current Administration will do anything about them either.

Sincerely,

Robert Allnutt  
Jeanne-Mance Street

### Concours «Gagnez un voyage à Montréal-Montreal getaway contest

Dans notre Édition de juillet, il était écrit, dans l'annonce française du concours, que vous aviez jusqu'au 14 juillet pour participer au concours (Identifier les six photos et gagner un

voyage de rêve). Nos excuses! Ceux et celles qui voudraient participer (mais qui ne l'ont pas fait, faute de temps!) pourront le faire puisque nous avons allongé la période de participa-

tion jusqu'au 18 août. Le tirage aura lieu le 21 août. Vous pouvez vous procurer une copie du journal du mois de juillet en communiquant avec nous.

Bonne Chance!

Due to an error in the French publicity, the contest deadline has been extended to August 18. You can still enter by calling us to obtain July's contest issue.



## Vous pouvez nous rejoindre!

## You can reach us!

Téléphone: 844-6917

Fax: 849-3109

c.p 746 succ du Parc  
Montréal H2W 2P3

## PLACE PUBLIQUE

Place publique est publié avec le support de la S.D.C. Milton-Parc et la Sodoc Montréal, deux corporations à but non-lucratif. Le journal paraît à tous les mois et se veut un véhicule d'informations qui nous fait mieux nous connaître, nous aide à nous réunir afin de discuter et d'agir sur notre présent et notre avenir.

Place publique is published in cooperation with S.D.C. Milton-Parc and Sodoc Montreal, two non-profit corporations. The newspaper is published monthly as a tool to circulate information, to learn more about each other, and to help bring us together to discuss and act upon our present and future.

### Coordination:

Clément Schreiber  
Rédacteur en chef / Chief Editor:  
Alain Labelle

Rédactrice anglophone/  
English Editor:

Ariel Harper  
Comité de rédaction/Editorial  
Committee

Bernard Bourbonnais, Lucia Kowaluk,  
David Ley, Danièle Monfette, Dimitri  
Roussopoulos

### Éditorialiste:

Dimitri Roussopoulos

### Collaboration à la rédaction/ Contribution:

Claire Helman, Virginia Nixon,  
Dinu Bumbaru, Serge Mongeau,  
Chris Schoofs, Pamela Walden-Landry

### Photos:

Page couverture/Front page:  
Sébastien Bouchard

### Autres photos/Other photos:

Sébastien Bouchard, Société d'histoire et  
de culture de Mile-End, Merk Goldman

### Traduction/Translation:

Annie Jaudin, Normand Lebeau,  
Danièle Monfette

### Révision/Proof-reading:

Annie Jaudin, David Ley

### Responsable de la distribution:

Jean-Yves Girard

### Comptabilité:

Armand Thibault

### Infographie / Layout:

Sébastien Bouchard

### Impression:

Payette & Simms

### Responsable communication-marketing:

Nicole Pageau

Distributeur  
Associé  
AMDA

Association des  
média locaux  
communiqués  
du Québec  
AMECO

MEMBRE DU  
RPM  
COMMUNAUTAIRE



# Le CCMP perd deux collaborateurs

Par ALAIN LABELLE

Le 21 juin dernier, le Comité des Citoyens de Milton Parc apprenait avec stupéfaction que les 2 programmes EXTRA, dont il bénéficiait depuis maintenant 4 ans, allaient leur être retirés la semaine suivante. Deux personnes perdaient ainsi leur emploi.

Selon la vice-présidente du CCMP, Lucia Kowaluk, cette décision est injustifiable, mais surtout lourde de conséquences pour les deux personnes sur le bien-être social participant à ce programme EXTRA. « Ces gens organisent des activités communautaires, comme le bazar annuel, et s'impliquent à

fond dans la vie de la communauté. C'est pour eux un travail enrichissant qui non seulement leur donne de l'expérience mais leur ouvre des portes. » explique Lucia Kowaluk.

Mais le gouvernement a d'autres considérations. Selon Lise Corbin, de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Montréal-Centre, le CCMP ne respecte pas les conditions préalables à l'obtention d'un programme EXTRA. Dans une lettre envoyée au CCMP, Madame Corbin explique que l'organisme doit avoir une permanence, que les employés doivent avoir une supervision quotidienne et un horaire fixe. « Trois points qui ne sont jamais mentionnés dans la documentation de l'organisme » soutient Lucia Kowaluk. Selon elle, l'objectif premier du projet Extra, tel que mentionné dans la documentation

gouvernementale, est de permettre à des prestataires de la sécurité du revenu d'accroître leur possibilité d'intégrer le marché du travail par le développement de certaines habiletés et attitudes de base et par l'acquisition de connaissances et d'expériences de travail. Objectifs que le CCMP respecte en tous points, selon Lucia Kowaluk, qui s'explique mal la décision de la Régie.

Depuis quatre ans, plus d'une dizaine de personnes ont bénéficié de l'appui du CCMP pour leur démarche de réinsertion professionnelle. Lucia Kowaluk demande maintenant à la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de revenir sur sa décision et de réintégrer les deux bénéficiaires qui, sans cela, se verront couper leur chèque de bien-être social de 100\$ par mois. ♦

# CCMP Loses Two Collaborators

By ALAIN LABELLE

On June 21<sup>st</sup>, 1995, the Citizens' Committee of Milton Park was stupefied to learn that the two Extra programme positions on which it had depended for four years would be cut the following week, thereby costing the two workers their jobs.

According to CCMP Vice-president Lucia Kowaluk, this decision is unjustifiably hard on the two welfare recipients who have participated in the Extra Programme. "These people organise community activities like the annual bazaar and have involved themselves deeply in the community. It's rewarding work that not only provides job experience but opens doors for them," Kowaluk explained. But the government has other considerations. According to Lise Corbin, of the Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Montréal-Centre, the community group doesn't meet the requirements to obtain an Extra programme. In a letter to the CCMP, Corbin said that the organisation has to have an office, and that employees must have daily supervision and fixed hours. "These points are never mentioned in the Régie's documentation," said Kowaluk. She added that the main

objective of the programme as described in that documentation is to allow recipients to increase their possibilities in the job market by developing abilities and attitudes and by acquiring work skills and experience. These are all objectives which the CCMP meet in every way, according to Kowaluk, who

cannot understand the Régie's decision.

In the last four years, more than a dozen people have benefitted from the CCMP's support during this period of job market re-entry. Lucia Kowaluk has asked the Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de Montréal-Centre to reconsider its decision and to reinstate these two welfare workers whose cheques will otherwise be cut by \$100 a month. ♦



**Aikido de la Montagne**  
3724 ave du Parc  
845-2729

Cours d'aikido et de Iaido  
Cours pour débutants les mardis et jeudis  
de 18h à 19h30

Ouvert 7 jours par semaine  
Instructeur en chef Claude Berthiaume 5e dan.



## LE BAZART DU PARC

**Centre de récupération**  
Livres • Meubles • Vêtements • etc.  
Vente à prix très raisonnable

Ouvert de 12 à 17 h, du lun. au sam.  
12 à 20 h, jeudi et vend.

3506, avenue du Parc

## Au Conseil de ville

Par ARIEL HARPER

• Le 17 juillet 1995, Le Conseil de ville de Montréal a commencé à 2 heures. Pourquoi à 2 heures, au lieu de 7 comme d'habitude? Qui peut venir au milieu de la journée? De plus –mes excuses pour les critiques– l'acoustique (jamais bonne) semblait être encore pire dans la galerie de la presse. Deux micros ne fonctionnaient pas et cela rendait les débats relativement inaudibles.

La vie urbaine des années 90: L'ex Commission du logement était élue et reconnue publiquement responsable. Elle se réunissait régulièrement, donnait une crédibilité au Comité exécutif et tenait des séances auxquelles le public pouvait assister. Le Comité consultatif qui la remplace est désigné, non responsable sauf devant le Comité exécutif, non public, et composé principalement de propriétaires et d'hommes d'affaires ayant des intérêts dans l'immobilier. Selon Sam Boskey, conseiller de Décarie, il y a deux courants de pensée par rapport au logement: l'économique et le social. La ville a besoin d'une base solide pour les taxes, et elle essaye d'attirer les jeunes cadres riches des zones suburbaines en créant des condos et d'autres sortes de logements de prestige partout où c'est possible. Mais 74% des montréalais déjà là, sont des locataires, et la plupart ne peuvent certainement pas se payer des appartements de luxe. Pourquoi pas l'amélioration des équipements existants comme moyen de séduction? La création et l'entretien des espaces verts? Avez-vous déjà entendu parler de la qualité de la vie?

• Du nouveau sur les pesticides: après les trois questions sur ce sujet, posées au Conseil du 17 juillet ( la troisième concernait une signalisation adéquate pour avertir les citoyens des épandages municipaux), André Lavallée, conseiller de Bourbonnière, secondé par Helen Fotopoulos, conseillère de Mile-End, s'est levé pour demander au maire Bourque de fournir au public la totalité des faits «...sur la table». Un rapport, une commission, des audiences publiques. Nous attendons, monsieur le maire...

• Une nouvelle charte pour Montréal? Une rumeur, alimentée par Guy Chevrette à l'Assemblée nationale (et aussi le 22 juin dernier) dit qu'une nouvelle charte pour la ville de Montréal pourrait être écrite pour remplacer l'actuelle collection d'amendements... Par qui? Et pour qui? Citoyens, il y a peut-être un espoir après tout!

...

• On July 17th, 1995, Montreal City Council met at 2pm. Why 2pm, instead of the usual 7pm? Who can come in the middle of the day? And–forgive the kvetching–the acoustics (never good) seem to have gotten worse in the Press Gallery. Two speakers weren't working, rendering the proceeding almost inaudible.

• Urban Life in the '90s: The old Housing Commission was elected and publicly accountable; met regularly; provided a balance to the Executive Committee; and held forums which citizens could attend. The Advisory Committee which replaces it is appointed; non-accountable, except to the Executive Committee; closed; and comprised mainly of landlords and businessmen with real estate interests. According to Sam Boskey, councillor for Decarie, there are two schools of thought regarding housing: economic and social. The City needs a reliable tax base and is trying to lure affluent yuppies away from the suburbs by creating condos and other forms of upscale housing wherever possible. But 74% of Montrealers already here are tenants, and most of them certainly can't afford luxury apartments. What about improving existing facilities as an enticement? Creating and maintaining greenspace? Ever hear of quality of life?

• More on pesticides: after three questions had been raised in council on July 17th on the subject (the third concerned adequate signage to warn citizens of municipal spraying), André Lavallée, councillor for Bourbonnière, seconded by Helen Fotopoulos, councillor for Mile End, rose to request that Mayor Bourque provide the public with a complete set of facts "on the table". A report, a commission, public hearings. We are waiting, Mr. Mayor.

• New charter for Montreal? There is a rumour, fueled by Guy Chevrette in the National Assembly (also on June 22nd), that a new Charter for the City Montreal might be written to replace the present patchwork of amendments...By whom? And for whom? Citizens, there may be hope yet!

## Inside City Hall

By ARIEL HARPER





## 1. De bar en bar sur Saint-Laurent

PAR ALAIN LABELLE.

La problématique des bars dans le quartier en est également une de législation. Depuis la fin des années 80, l'appareil municipal ne réussit pas à contrôler, par manque de volonté ou par laxisme, le nombre de bars (approximativement 60) dans le secteur du boulevard Saint-Laurent. Pire encore, lorsqu'un groupe de citoyens porte plainte contre un établissement, le processus est tellement long qu'il découragerait le plus convaincu. L'exemple du Tantra est fort approprié. Suite à la fermeture du Pool pub (qui respectait de façon générale la tranquillité du quartier) le «dance club» Tantra ouvre ses portes (ou plutôt sa porte...). Les propriétaires décident, pour une question d'aménagement intérieur, de transférer la porte principale à l'arrière (donc d'utiliser l'ancienne porte de secours du Pool pub comme porte principale). Le hic, c'est que le choix des propriétaires ne tient pas compte du fait que la rue Guilbault (où sera dorénavant la porte) est une rue résidentielle. Après quelques jours d'utilisation, les événements dégringolent: tollé des citoyens qui ne peuvent plus dormir, correspondance d'une citoyenne avec le bureau du maire sans vrai résultat à ce jour, intervention du conseiller indépendant Prescott dans le dossier, pétition, appel au boycott et arrestation d'un résident à bout de nerf mais surtout épuisé par des semaines d'attente d'une solution dans un dossier qui s'éternise.

Comment régler une situation qui exige une certaine rapidité quand l'appareil municipal auquel

les citoyens doivent se référer n'apporte que peu d'assistance et peu de compréhension? Depuis le départ, il était évident que les promesses et les bonnes intentions des propriétaires ne s'avèreraient que poudre aux yeux. Les pressions sur les différents services fonctionnarisés de la ville n'aboutissent à rien. Bref, tout a été fait mais aucune solution n'a été apportée au problème. Pourquoi?

D'abord, parce que les différentes instances municipales n'avaient pas les mêmes explications à donner au problème. Certains, comme le bureau du maire, prétendaient que les propriétaires agissaient dans l'illégalité. D'autres soutenaient qu'ils pouvaient le faire. D'autres privilégiaient que chaque partie mette de l'eau dans son vin... Bref le mélémélo complet!?! La vraie réponse?

Parce que la rue est zonée résidentielle mais également zonée commerciale, ce qui interdit et permet aux propriétaires de laisser leur entrée principale sur Guilbault. Quoi faire maintenant? La réglementation est pour le moins vague. Chose certaine, le Tantra, bien que faisant preuve d'une complète fermeture face à son voisinage, n'agit pas dans l'illégalité en plaçant sa porte à l'arrière. Et les citoyens ont certainement raison de se plaindre des inconvénients causés par une telle situation. Bref, si la réglementation avait été plus précise et mieux pensée, rien de cela ne serait arrivé. L'administration en place doit se servir de situations semblables pour démontrer sa rapidité à régler des dossiers urgents. Mais ce qui est urgent pour seulement 250 personnes, peut-il l'être pour le comité exécutif?

## La réglementation municipale porte-t-elle préjudice aux citoyens montréalais?

Depuis quelques mois, plusieurs résidents sont les victimes de problèmes occasionnés par une réglementation défailante ou inexistante. Nous vous présentons ce mois-ci trois événements qui auraient pu être évités par une réglementation plus rigoureuse. Mais il ne s'agit pas seulement de légiférer, encore faut-il que la réglementation soit appliquée. Un défi de taille pour l'administration actuelle...

Si un directeur de service ou un membre du comité exécutif avait demeuré sur cette rue, les choses auraient-elles été plus rapides?

### Le conflit entourant les bars polarise les intervenants.

D'un côté, il y a ceux qui soutiennent que Saint-Laurent et ses environs sont dans un secteur commercial. Ces derniers perçoivent généralement l'existence des bars et leur nombre d'un bon œil. Ils ont tendance à minimiser les inconvénients des bars en prétendant que les résidents savaient à quoi s'attendre en déménageant dans un quartier aussi animé. Il y a, à l'opposé, les résidents et certains autres commerçants qui prétendent habiter le quartier depuis des dizaines d'années, bien avant la venue des bars. Ils s'inquiètent de voir ce que devient tranquillement Saint-Laurent: une rue spécialisée en bars et discothèques. Un secteur dépendant largement des modes du moment et qui risque de détruire la diversité commerciale de la «main» et également les oreilles des citoyens... Comment l'appareil municipal, par ces élus et fonctionnaires, peut-il revenir à son intérêt premier: le citoyen? ♦

## 2. Immeubles abandonnés: le temps d'y mettre le feu...

La durée de la période laissée aux propriétaires fonciers avant que la Ville ne leur demande de boucher les ouvertures des immeubles laissés à l'abandon, peut varier de trois mois à quatre ans. Selon le porte-parole du Service des incendies, Jean Doré (pas LE Jean Doré), la durée de cette période d'agrément dépend de l'état du bâtiment lui-même. «Nous ne pouvons pas obliger un propriétaire à barricader un immeuble en bon état simplement parce qu'il est

vide» a dit monsieur Doré. Il admet toutefois que ces immeubles vacants sont une invitation pour les vagabonds et les enfants curieux, sans parler des pyromanes. N'importe qui peut provoquer un incendie accidentel. Un règlement plus sévère permettrait de prévenir, et à long terme, de réduire le nombre de feux comme celui qui a embrasé dix appartements au coin de la rue Duluth et de la rue Saint Urbain. ♦ A. H.

## 3. Pesticides, politique et perfidie

Par ARIEL HARPER

Le 19 juin 1995, au conseil de ville, le maire Bourque a dit à Jean-Dominique Lévesque-René que la ville n'utilisait que des pesticides organiques. Jean-Dominique a onze ans. Il a un lymphome non-Hodgkinnien, une forme de cancer associée à l'usage des pesticides. Il a gagné le YTV Youth Achievement Award pour sa croisade contre l'usage des pesticides. Une semaine plus tard, le conseiller Michael Applebaum a filmé en vidéo un employé municipal en train de répandre du Round-Up au parc MacDonald quelques heures avant que des enfants ne viennent y jouer. Le principe actif du Round-Up, le glyphosate, provoque des troubles urinaires, des nausées et des vomissements. Il a été associé au cancer des testicules. Ces informations sont facilement accessibles auprès de la CAP, Citizens for Alternatives to Pesticides (groupe de citoyens pour des alternatives aux pesticides), le PAG, the Pesticide Action Group (groupe d'action contre les pesticides), ou encore auprès de la NYCAP, the New York Coalition for Alternatives to Pesticides (la coalition New-Yorkaise pour des alternatives aux pesticides) ...etc. Pourquoi mentir à un enfant?

Et pourquoi nous mentir à nous? Le 17 juillet 1995, toujours au conseil de ville, le maire Bourque a affirmé que la ville «n'utilise presque plus de pesticides.» Il répondait à une question posée auparavant par Béatrice Malmström de Rosemont, une ancienne infirmière qui travaillait au service public d'épidémiologie de McGill. Elle voulait savoir quand la ville de Montréal aura des lois aussi sévères que celles de Hudson, qui a totalement proscrit l'usage des pesticides chimiques. (La réglementation actuelle sur les pesticides au Québec est faite par chaque municipalité individuellement). Actuellement, il n'y a pas de loi précise à Montréal, mais l'incident du Parc MacDonald fait ressortir le besoin d'une réglementation claire.

Madame Malmström n'était pas la seule à poser des questions sur les pesticides: Sam Teitelbaum, de Hampstead, a demandé si monsieur Bourque avait une liste des produits inertes contenus dans le Round-up. Les produits «inertes» servent à augmenter l'action des pesticides. Les produits actifs sont connus et doivent être étiquetés, d'après la loi canadienne. Les pro-

SUITE À LA PAGE 9



Le 14 juillet dernier, les voisins du Tantra en appelaient au boycott de l'établissement. / Tantra's neighbours, tired of rowdy crowds at the bar, called for a boycott July 14th.



# Are Montrealers at risk because of loose by-laws?

For several months now citizens have been plagued periodically by problems arising from faulty or absent legislation. We present three situations which could have been solved or prevented with proper regulations in place. But laws must not only be made; they have to be enforced. A tall order for the present administration...

## 1. Barring Controversy on Saint Lawrence Boulevard

By ALAIN LABELLE

The problem of bars in this district is really one of legislation. Whether it be from a lack of will or just laxity of enforcement, municipal administrations since the end of the '80s have been unable to control the number of bars (now almost 60) springing up on Saint Lawrence and surrounding streets. Worse still, for any group of citizens roused to complain about an establishment, the process is long enough to discourage even the most dedicated.

The Tantra controversy is a good example. Following the closure of the Pool Pub (which more or less respected the tranquility of the neighbourhood), the discotheque Tantra opened its doors—or more properly, its door. The owners decided, in the course of remodelling, to move the main entrance to the rear of the bar, thus using the old fire exit on Guilbault for the bulk of their traffic. This decision was made without taking into account the fact that Guilbault Street is a residential block. After several days of operation, events began to move quickly: outraged citizens unable to sleep wrote to the Mayor (to no avail, even to this day); Councillor Michel Prescott attempted to intervene without result; a petition calling for a community boycott of the bar was circulated; and a furious, fed-up resident was arrested after an outburst at the weeks of waiting for a solution.

How does one handle a situation which demands immediate action, when the proper channels respond slowly and with little comprehension of the seriousness of the case? From the beginning it was obvious that the promises and good intentions of the bar owners were never real. Pressure mounted on different branches of city services produced no results. Basically everything that could be done legally was done without solving the problem. Why?

First, because various municipal authorities had different versions of the story. Some, like those working in the Mayor's office, felt

that the owners had acted illegally; others supported what they had done. Still others urged compromises that would have pleased no one...in fact, every possible scenario.

The truth is, they're all technically right. Guilbault IS a residential street; but it is also zoned for commercial use. Legally the Tantra's owners are both within their rights and yet contravening city ordinances by leaving the main entrance on Guilbault. So what can be done? The rules are inexcusably vague. The Tantra, even while closing its ears to the community, has certainly the right to open its door at the rear. The citizens are certainly right to complain about the noise and the inconvenience it causes. It is the contradictory nature of city by-laws which have created this mess: if they were better thought-out and more precise, none of this would have happened. The current administration could and should use this situation to demonstrate its ability to deal rapidly and effectively with a crisis. But will a crisis for 250 people appear urgent to the Executive Committee? If the Director of Services or another member of the Executive Committee lived on Guilbault Street, would things have happened differently—more rapidly, perhaps?

### Two different schools

There are two schools of thought on this issue. First, there are those who see Saint Lawrence and its surrounding streets as a commercial sector. For them, the number of bars is a sign of economic vitality in the area; and they maintain that residents knew what they were getting into by moving to such a lively neighbourhood. But there are others, residents and owners of quieter establishments who pre-date the arrival of the bars. They mourn what once-tranquil Saint Lawrence Boulevard has become: a street of bars and discos, subject to marketplace moods and fads. And when will the municipal machine remember its primary responsibility—serving its citizens?♦

## 2. Abandoned Buildings Grace Period Fire Hazard

The length of time allotted to landlords and property owners, before the City requires them to board up abandoned buildings, can be anywhere between three months and four years. According to Fire Department spokesman Jean Doré (not THAT Jean Doré), the

duration of this grace period depends on the condition of the building itself. "We can't force a landlord to barricade a building in good condition simply because it is empty" Doré said. He admitted, however, that vacant buildings invite itinerants and curious chil-

dren, not to mention arsonists. Any of these could start an accidental fire. Tougher regulations might prevent, or at least reduce in number, fires such as the blaze that destroyed ten apartments at Duluth and Saint Urban.♦ A. H.

## 3. Of Pesticides, Politics and Perfidy

By ARIEL HARPER

On June 19th, 1995, in City Council, Mayor Bourque told Jean-Dominic Lévesque-René that the City of Montreal uses only organic pesticides. Jean-Dominic is an eleven-year-old boy with Non-Hodgkins' lymphoma, a form of cancer linked to pesticide poisoning, who has won a YTV Youth Achievement Award for his crusade against cosmetic pesticide use. A week later, Councillor Michæl Applebaum videotaped a City worker spraying Round-Up in MacDonald Park hours before children would be playing in it. Round-Up's active ingredient, glyphosate, causes urinary tract problems, nausea and vomiting and has been linked to testicular cancer. This information is readily available through Citizens for Alternatives to Pesticides (CAP), the Pesticide Action Group (PAG), the New York Coalition for Alternatives to Pesticides (NYCAP), etc. And Pierre Bourque is a botanist, a landscape architect, a professional. It is inconceivable that he could be unaware of the toxic effects of the chemicals he uses: Round-Up, Killax, Ambush, 2-4-D (a pesticide Bourque has denied publicly to be in municipal use, still, however, listed in the Parks Services' inventory). Why lie to a child?

And why lie to the rest of us? On July 17th, 1995, also in City Council, Mayor Bourque insisted the City "almost never uses pesticides any more." He was answering a question put forth by Beatrice Malmström of Rosemont,

a former public health nurse who worked in epidemiology at McGill. She wanted to know when Montreal will have pesticide by-laws as strong as those of Hudson, which has banned cosmetic pesticide use altogether. (Under Quebec's present Pesticide Code regulations concerning pesticide use are decided by individual municipalities.) Currently in Montreal no formal by-law exists; but the MacDonald Park incident raises questions concerning the need for clear regulations. ⇨

⇨ Malmström's question was not the only one on pesticides: Sam Teitelbaum of Hampstead asked whether Bourque had a list of the inert ingredients in Round-Up. "Inert" ingredients are enhancers for the active ingredients in pesticides. Active ingredients are known and must be labeled, under Canadian law; inerts are trade secrets protected by patents. These have been found to be considerably more toxic than the active ingredients, but their composition and their effects are a mystery. They help kill. Mayor Bourque then suggested that legislation regarding inerts should be a provincial matter and that concerned citizens should work towards that end.

They do. Dr. Jonathan Singerman recently presented the Town Council of Hampstead with an open letter expressing his concerns regarding pesticide spraying: "These agents are absorbed through the skin, lungs, and gastrointestinal tract. Once sprayed [they] persist for over eight weeks. One third of the quantities sprayed

is...spread in the air. Thus if one's neighbour sprays, one does not have a choice to be exposed or not. It is insufficient to post warnings, or limit the time of spraying...The harmful product persists in the environment and is spread in the air for weeks."

What can we do? Work for change. Ask questions. Question answers. Lobby. Dr. Merryl Hammond, a member of CAP, has published a book on *Pesticide Bylaws: why we need them; how to get them* (Consultancy for Alternative Education, Montreal, 1995). Dr. Hammond notes that pesticide regulations in Canada are under the jurisdiction of the Pest Management Regulatory Agency of Health Canada. Dr. Sol Gunner, who heads it, has a doctorate in chemistry. He is not a medical professional, nor (as of last spring) are any of his staff. They are chemists and toxicologists. Despite substantial research findings which link pesticide use to cancer, Dr. Elizabeth Kægi, Director of the Canadian Cancer Society, has refused consistently to champion any proposed moratorium on pesticide use. She advised Hammond to "...talk to people in the industry. They're really very nice: when I worked at Imperial Chemical Industries they were always very helpful." According to Hammond, pharmaceutical industries, of which pesticides are merely a division, are one of the most powerful lobby groups in the world. How then to persuade professionals to risk precious funding by speaking out?

There are those who do. Dr. June Irwin has been doing it for years. She is a Montreal dermatologist who specialises in treating pesticide poisoning, and she has

CONTINUED ON PAGE 9



# Police et contrôle communautaire

Par DAVE LEY

À la suite de la condamnation de quatre officiers de police pour avoir agressé et battu le chauffeur de taxi, Richard Barnabé, les Montréalais deviennent de plus en plus méfiants vis à vis de leurs policiers qui sont supposés être là pour les protéger. Durant les huit dernières années, il y a eu pas moins de huit morts causées par des tirs «accidentels». Les histoires de brutalité policière, d'incompétence et de racisme endémique au sein de ce groupe sont nombreuses. Les policiers, pour beaucoup de Montréalais, deviennent des ennemis au même titre que les criminels.

Beaucoup de Montréalais demandent maintenant l'ouverture d'enquêtes publiques sur les actes de la police et des comités civils pour contrôler les policiers, car, pour eux, ceux-ci sont devenus une organisation incontrôlable. Ils doivent être gouvernés et étroitement surveillés. Les policiers, de leur côté, accusent les coupures de budget et la bureaucratie d'exercer de fortes contraintes sur le système, imposant beaucoup de pression aux officiers, causant ainsi des accidents et des erreurs de jugement plus facilement. Les deux parties affirment que le système, tel qu'il est, est en passe de s'écrouler. Les demandes d'enquêtes publiques et les comités civils de contrôle permettront de résoudre quelques-uns des problèmes. Certains considèrent toutefois que,

peut-être, l'argent et les comités n'arrangeront pas les choses. Le malaise des gardiens de notre sécurité ne vient pas seulement d'un manque d'argent ou d'une mauvaise formation. Au fond, les policiers, comme beaucoup d'autres professionnels de nos gouvernements et administrations, sont trop éloignés des contrôles locaux. Pour être efficaces, les policiers ont besoin de la coopération et de la confiance des citoyens dont ils assurent la protection, autant que de financement et de formation. Et comment peuvent-ils établir des liens de coopération et de confiance en étant aussi loin de la communauté? Les policiers de la Communauté urbaine de Montréal (CUM) sont responsables du respect de la loi et de l'ordre auprès de plus de 2 millions de personnes dans 28 municipalités.

Dans de vastes quartiers tous différents, avec leurs propres problèmes et besoins, on applique une politique de sécurité commune avec des officiers qui ne savent souvent pas grand chose sur la communauté qu'ils servent. Pourquoi s'étonner alors si, dans la plupart des zones de la ville, les policiers sont plus craints que respectés, plus étrangers qu'amis. Nous avons placé le service de sécurité publique entre les mains de gens que nous ne connaissons pas vraiment, qui ne vivent pas dans notre quartier, et parfois, même pas dans notre ville. Nous leur avons donné des fusils, des matraques et des leçons de karaté, et nous leur avons dit: «Allez faire respecter la loi!» Doit-on être surpris du résultat?

En abandonnant la sécurité publique à des «professionnels», nous nous dispensons nous-mêmes de toute responsabilité pour notre propre sécurité. Elle demande la coopération et la vigilance de chaque membre de la communauté. Mais en déléguant la tâche à un «corps étranger», nous nous éloignons du maintien

d'un voisinage sécuritaire. Ce qui est nécessaire, alors, n'est pas un comité ou de l'argent, mais plutôt un effort de décentralisation des services de police. La sécurité publique est aussi l'affaire des résidents de chaque quartier, qui connaissent leurs besoins et leurs priorités.

Actuellement, la municipalité a tendance à tout centraliser. La CUM diminue le nombre des postes de police, pour créer des «super-postes». Ceci, bien sûr, n'arrangera pas les choses.

Le problème ne vient pas de la police mais de la direction prise. Les unités gouvernementales ont été consolidées, réduisant les contrôles administratifs locaux. L'explication donnée pour cette centralisation est que cela coûte moins cher et que c'est plus facile à gérer. Ceci a été appliqué de façon systématique aux administrations de la police, des Universités et des hôpitaux. Tout ceux qui ont eu affaire avec cette bureaucratie moderne et «efficace» comprennent que c'est tout sauf ça.

Les grandes unités gouvernementales ont besoin d'un corps de professionnels, politiques, agents municipaux ou policiers.

# Police and Community Control

By DAVE LEY

In the wake of the conviction of four police officers for the assault and beating of cab driver Richard Barnabé, Montrealers are increasingly wary of the cops who are supposed to be there to protect them. In the past eight years there have been eight deaths due to "accidental" shootings. Tales of police brutality, incompetence and endemic racism within the

force abound. The police, for many Montrealers, are becoming as much of an enemy as the criminals. And for many Montrealers, now demanding public inquiries into police actions and civilian review boards to monitor their policies, the cops are an organization out of control which must be reined in. The police, for their part, point to budget cuts and bureaucratic procedures for strain-



Pour être efficaces, les policiers ont besoin de la coopération, de la confiance et de la vigilance des citoyens dont ils assurent la protection.

To operate effectively, the police need cooperation, vigilance and trust from the citizens they protect.

ing the system, putting officers under tremendous stress and making accidents and faulty judgments more likely. Both sides claim that the present system is in danger of breaking down. Public inquiries and civilian review boards will solve some of the problems. What few people seem to consider, however, is that perhaps they will not be fixed by money or monitoring; and that what ails our guardians of public

security is not solely lack of funds or poor training. In essence, the police, like so many other professionals in industry and government, have become removed from local control and accountability. To operate effectively, a police force needs the cooperation and trust of the citizenry it is empowered to protect. Yet how can the police establish vital communication links, when they are so completely removed from the community?

The Montreal Urban Community (MUC) Police are responsible for law and order for more than 2 million people in 28 municipalities. In vastly different neighbourhoods, with individual needs and problems, a standard policy of public security is enforced by officers who often know little about the communities they serve. Small wonder, then, that the police in many parts of the city are more feared than respected, more alien than friendly. We have placed the job of public security in the hands of people we don't really know, who don't live in our neighbourhood or even sometimes in our city. We give

these people guns, clubs, and karate lessons, and say: "Go enforce laws!" Should we be surprised by the results?

By leaving public security to "professionals", we excuse ourselves from taking responsibility for our own security.

A "safe" community requires more than police. It requires the cooperation and vigilance of everyone in that community. But in delegating the task of public security to an "outside" body, we remove ourselves from the process of ensuring neighbourhood safety. What is needed, then, is not committees or money, but rather an effort towards communication and alertness to complement the services of the police. In this sense, public security is also the responsibility of residents of individual neighbourhoods, who know their own needs and priorities. Currently, there is a municipal trend towards centralization. The MUC plans to halve the number of police stations, while creating "super-stations". Given public perceptions of the force, this is likely to exacerbate matters.

SUITE DE LA PAGE 7

duits inertes sont gardés secrets et protégés par des brevets. Il a été prouvé qu'ils sont beaucoup plus toxiques que les produits actifs, mais leur composition et leurs effets restent des mystères. Ils aident à tuer. Le maire Bourque a alors suggéré que la législation sur les produits inertes devrait relever du gouvernement provincial. Les citoyens concernés devront travailler dans ce sens.

Et ils le font. Le docteur Jonathan Singerman a récemment présenté au conseil de ville de Hampstead une lettre ouverte exprimant ses inquiétudes sur les épandages de pesticides: «Ces produits sont absorbés par la peau, les poumons et le tube digestif. Une fois répandus, ils restent dans l'air au moins huit semaines. Un tiers de ce qui est aspergé se répand dans l'air. Ainsi, si son voisin en répand, on ne peut pas choisir d'être exposé ou non. Ce n'est pas suffisant de mettre des avis ou de limiter le temps d'utilisation... le produit nuisible reste dans l'environnement et se propage dans l'air pendant des semaines.»

Que pouvons-nous faire? Agir pour que ça change. Poser des questions. Questionner les réponses. Établir un lobby. Le docteur Merryl Hammond, membre de la

CAP, a publié un livre à propos des lois sur les pesticides: pourquoi en avoir: comment en avoir (consultation pour une autre éducation, Montréal, 1995). Le docteur Hammond remarque que la réglementation sur les pesticides au Canada est sous la juridiction de l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire de Santé Canada. Le docteur Sol Gunner, qui la dirige, a un doctorat en chimie. Ce n'est pas un professionnel dans le domaine médical, et il n'y en avait pas non plus dans son équipe (du moins jusqu'au printemps dernier). Ce sont tous des chimistes ou des toxicologues. Malgré les importantes découvertes de la recherche, qui ont prouvé la relation entre l'usage de pesticide et le cancer, le docteur Elizabeth Kægi, directrice de la Société canadienne du cancer, a toujours refusé de soutenir les moratoires proposés contre les pesticides. Elle a conseillé au docteur Hammond de «...parler aux industriels. Ils sont très sympathiques: quand je travaillais aux Impériaux Chemical Industries, ils ont toujours été très coopératifs.» D'après le docteur Hammond, les industries pharmaceutiques, dont les pesticides sont seulement une division, représentent l'un des groupes de pression le plus puissant au monde. Comment, dans ce

cas, persuader ces professionnels de risquer leur précieux financement en parlant franchement?

Il y en a qui le font. Le docteur June Irwin le fait depuis des années. C'est une dermatologue de Montréal, spécialisée dans le traitement des empoisonnements par les pesticides. Elle s'est battue sans relâche pour une législation sévère contre l'usage des pesticides. «Sans notre consentement, nos enfants participent à l'expérimentation sur des humains. Combien de vies doivent être perdues et combien de souffrances endurées juste pour attendre des statistiques?... Si nous découvrons que nos enfants consomment des médicaments ou des drogues illégales sans notre permission, nous nous alarmons. Mais des pesticides sont continuellement répandus dans l'air qu'ils respirent.» C'est vrai au parc MacDonald et à d'autres probablement. «Il y a une conspiration du silence.»

Sauf quand le maire Bourque ment. Qu'il en ait l'intention ou pas.

Le 18 juillet 1995, Pierre Bourque s'est rétracté sur ses propos antérieurs concernant l'usage des pesticides à Montréal.

CONTINUED FROM P. 7

campaigned tirelessly for tough legislation on pesticide use. "Without permit, our children are part of a human experiment. How many lives must be lost and how many illnesses suffered while waiting for statistics? If we discovered our children were being given over-the-counter, prescription, or illegal drugs without our permis-

sion, we would be alarmed. But pesticides are continually being sprayed into the air that our children breathe." In MacDonald Park, presumably among others, yes. "It's a conspiracy of silence."

Except when the Mayor lies to us. Whether or not he meant to. On July 18th, 1995, Pierre Bourque retracted his earlier statement concerning pesticide use in Montreal.

MAINTENANT SUR DEUX ÉTAGES COPIESRESSOURCES À CÔTÉ DE LA BOULANGERIE ST-LAURENT. OUVERT 7 jours. COPIES COULEUR SORTIES DISQUETTES (FIERY) Canon CLC 700 & 800 PHOTOCOPIES LIBRE SERVICE LOCATION DE MAC (POWER PC 7100). LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 22H SAMEDI & DIMANCHE DE 10H À 18H. 3822, BOUL. ST-LAURENT 982-9435

Papeterie Plaza LES GALERIES LA CITÉ. Spécial rentrée scolaire sur achat 10 \$ et plus obtenez 15% d'escompte. Back to school special Buy 10\$ or more and get 15% off. BOUTIQUE DE CARTES & CADEAUX SOUVENIRS GREETING CARDS GIFT & STATIONERY SHOP. 3575 AVENUE DU PARC, SUITE 5610 849-9772

OPEN FROM MON. - SAT. 8:30 AM - 11:00 PM SUN. 9:30 AM - 9:00 PM. OUVERT DU LUN. - SAM. 8H30 - 23H DIM. 9H30 - 21H. Wine, cold beer, fresh fruits & vegetables... Vin, bière froide, Fruits & légumes frais... Free delivery • Livraison Gratuite. 3509 AVENUE DU PARC TÉL.: 844-5200 / 844-2986

CCMP Comité des Citoyens(ne)s de Milton-Parc Milton Park Citizens' Committee. September 8 and 9 BAZAR 8 et 9 septembre. Nous avons besoin des vêtements, jouets, objets qui ne vous servent plus We need your used household items, clothes, toys, etc... Pascal 845-3133 • Arthur 843-9796

NOUVEAU DANS LE QUARTIER NEW IN THE AREA. Nettoyeur St-Marc 35 ANS D'EXPERIENCE 35 YEARS EXPERIENCE. 3515 avenue du Parc 284-6837

les oubliettes brocante. Ramassons vêtements pour organismes à but non lucratif. Achat et vente: meubles, bibelots, vaisselle, etc. Patrick et Lucie 1816 Laurier Est 524-8159

8 • PLACE PUBLIQUE • Vol. 2, n° 6 • Août 1995

AOÛT 1995 • Vol. 2, n° 6 • PLACE PUBLIQUE • 9



# Un PAS de géant en arrière

PAR PAMELA WALDEN-LANDRY

Le discours économiste dominant cautionne l'enrichissement des riches et l'appauvrissement des pauvres. Une de ses manifestations est l'application des PAS dans 90 pays du Tiers Monde. Le Nord en a tiré un certain profit, mais des mesures semblables aux PAS commencent à s'appliquer chez nous. En plus de causer bien des souffrances, ces mesures ne réussissent pas à favoriser la croissance économique promise pour tous.

Les médias ne laissent de nous parler de l'économie et de sa santé précaire. Il faut lui refaire une santé! Malheureusement, les médecins de l'économie à travers le monde ont l'air d'avoir tous consulté le même livre, celui des grandes amputations.

Ici, au Québec, nous voyons des compagnies faire des profits extraordinaires tout en congédiant des milliers d'employés; on appelle ça «rationnaliser» l'entreprise et augmenter sa compétitivité. On dit que hausser la productivité, ça fait partie de la croissance économique... mais pour qui?

Pas pour les chômeurs en tout cas, surtout que l'accès à l'assurance-chômage est plus difficile et sa durée est raccourcie. Il faut bien que les gouvernements assainis-

sent leurs finances. Quelques milliers de fonctionnaires congédiés, des fermetures d'hôpitaux, une hausse des frais de scolarité, des reculs dans le domaine de l'éducation et le tout commence à ressembler aux fameux Programmes d'ajustement structurel (PAS) qui ont fait reculer les conditions sociales dans près de 90 pays du Sud.

En fait, pas étonnant que nous notions une ressemblance, car le «livre des grandes amputations» a été écrit par le Fonds monétaire international (FMI). Les sept pays les plus industrialisés assurent la majorité du financement des ressources du FMI, leur «philosophie» économique est donc prédominante. Le FMI assume deux rôles:

- conseiller les pays au sujet de leurs politiques économiques.
- concéder des prêts aux pays dans la dèche à certaines conditions, ces conditions étant d'appliquer des PAS.

Les chefs d'État des 7 pays les plus industrialisés se rencontraient lors du XXI<sup>ème</sup> Sommet économique du G-7 en juin dernier à Halifax. Pour eux, les PAS ne sont pas un problème; ils n'en ont donc pas parlé.

Par contre, il se tenait, en même temps à Halifax, le P-7, une

rencontre internationale des représentants des peuples concernés par les décisions économiques du G-7. Et là, le principal sujet, c'était les PAS.

Essentiellement, un PAS est un ensemble de mesures sensées assainir l'économie d'un pays afin de rembourser sa dette. Un pays dans la dèche accepte de s'y soumettre pour continuer de recevoir des prêts. Un PAS comporte plusieurs types de mesures dont en voici trois:

- 1- COUPURES DES DÉPENSES GOUVERNEMENTALES qui touchent durement l'éducation, la santé et les subventions aux produits de base.
- 2- TAUX D'INTÉRÊT ÉLEVÉS pour contrôler l'inflation. Exemples: 37% au Ghana, 25% au Mexique. Qui pourrait se payer une maison ou une auto à ces taux? Moins de gens, c'est sûr, et par conséquent l'économie ralentit et le chômage augmente.
- 3- DÉVALUATION DE LA MONNAIE pour faire baisser le prix des produits d'exportation, et donc exporter davantage pour avoir des devises fortes pour payer la fameuse dette.

Vous et moi profitons de ceci à court terme, parce que le prix des matières premières, comme le café, le cacao, les bananes, les ananas et le coton, est maintenu très bas par

l'abondance de ces produits sur le marché, chaque pays essayant d'exporter au maximum.

Malheureusement, dans cette course à l'exportation, il reste moins d'espaces agricoles pour cultiver ce qu'il faut pour nourrir les populations de ces pays.

Par contre, il y a un prix caché à payer pour les «bananes à 39 cts la livre». En effet, les gens du Sud sont prêts à travailler pour moins cher que nous et, avec les accords du libre-échange, les compagnies n'ayant pas d'attachement particulier à rester ici, nous perdons nos emplois. De plus, si les gens d'ailleurs sont pauvres, ils ne pourront pas acheter les biens que nous voudrions leur vendre; de nouveau, cela crée du chômage chez nous.

## Un exemple: le Mexique

Le Mexique applique depuis douze ans les PAS imposés par la Banque mondiale, le FMI et le United States Treasury. Il vit aussi l'expérience de l'ALÉNA et de la spéculation sur sa monnaie. À quel point chacun de ces facteurs joue, on ne saurait dire; mais le Mexique se retrouve néanmoins au milieu d'une crise économique et sociale.

De 1980 à 1992, la mortalité infantile due à la malnutrition a triplé, tandis que les dépenses pour la santé sont passées de 4,7% à 2,7% du budget national.

Les travailleurs avaient accepté une baisse réelle importante de salaire pour éviter le chômage, mais, malgré tout, le taux de chô-

mage est de 15% et le taux de sous-emploi est de 40%. Et tout ceci, malgré une hausse de 9% des investissements en 3 ans.

Le crédit est devenu difficile à obtenir. Les riches sont plus riches et les pauvres, plus pauvres. Sous l'administration de Salinas, le nombre de milliardaires au Mexique est passé de 2 à 24. Les biens de l'homme le plus riche du Mexique, Carlos Slim, valent 6,6 milliards de dollars; c'est plus que le total des revenus annuels des 17 millions de mexicains les plus pauvres. Les politiques de prêts à l'agriculture ont conduit à la concentration des terres dans les mains des plus riches; les petits fermiers souvent s'exilent à l'étranger pour gagner un peu d'argent pour leur famille. Les familles sont donc déchirées.

Le sauvetage du peso, il y a quelques mois, a coûté 17 milliards de dollars au FMI, 1,5 milliard à la Banque mondiale, et 10 milliards aux États Unis. Ces trois bailleurs de fonds voudraient laisser croire que la situation est réglée. Elle ne l'est pas. À preuve, depuis janvier 1995, le prix des aliments de base a augmenté de 26% et la vente d'autos a baissé de 52%. Carlos Heredia, l'économiste mexicain invité au Sommet du P-7, prévoit que, d'ici l'automne, le gouvernement mexicain devra déclarer faillite, et que d'ici janvier il y aura au Mexique une grave crise sociale. ♦

# SAPping economies

BY PAMELA WALDEN-LANDRY

The International Monetary Fund (IMF) is responsible for the implementation of structural adjustment programs (SAPs) in 90 Third World countries. The IMF advises member countries (rich and poor alike) on economic policies; and provides loans to poor countries willing to start up SAPs.

In theory, a SAP is a set of measures designed to restore a country's economic health in order to pay back its debt. A poor country will accept SAPs, in order to get more loans. SAPs typically include

cuts in government expenses which reduces funding for education, health and subsidisation of basic goods; increases in interest rates in order to curb inflation; and devaluation of currency to make locally-produced goods more competitive on the export market.

The heads of state of the seven most industrialised countries came together last June in Halifax at the 21st G-7 Economic Summit. These seven countries contribute the largest part of the IMF's resources; thus it is their economic philosophy that prevails.

For them, SAPs are not a problem; so they didn't discuss them.

Simultaneously, also in Halifax, the P-7 Summit was held as an international meeting of representatives of countries affected by the economic decisions of the G-7.

SAPs were the main issue. SAPs cause considerable misery without effecting the kind of economic growth that benefits everybody. SAPs have jeopardised any social gains made by the 90 poor countries that have been subjected to them.

Similar medicine is now being prescribed to us.

Here in Quebec, the struggle for a healthy economy dominates the media. Companies make impressive profits while laying off thousands of employees. Increases in productivity and improving competitiveness are believed to be an essential part of economic growth. That's called "rationalizing" the enterprise, but for whose benefit?

Not for the unemployed, especially since access to unemployment insurance is more difficult and its duration is shorter.

It has been argued that the government must put its house in order, a notion that dictates laying off several thousand civil servants; closing a few hospitals; increasing

fees for education and cutting its funding; in short, something remarkably similar to those structural adjustment policies.

Wealthier countries derive short-term advantages from SAPs: the price of coffee, cocoa, bananas, pineapples and cotton are kept low because poor countries, in desperation to export, provide these items in abundance.

Unfortunately, export products are often grown instead of crops for local consumption, so some countries go hungry while exporting food.

## An example: Mexico

Mexico is in economic and social crisis following 12 years of structural adjustment programs imposed by the World Bank, the IMF and the United States Treasury, as well as through hardships due to NAFTA and currency speculation.

From 1980 to 1992, infant mortality due to malnutrition tripled and public spending on health declined from 4.7% to 2.7% of the national budget.

Workers accepted a substantial decrease in wages to avoid losing jobs; yet the unemployment rate rose to 15% and underemployment figures represent 40% of the population.

Investments, however, have risen 9% in 3 years. Under the Salinas administration, the num-

ber of billionaires in Mexico rose from 2 to 24. The assets of the richest man in Mexico, Carlos Slim, total \$6.6 billion—more than the combined annual income of the poorest 17 million poorest people in Mexico.

Credit is very costly. The loan policy for agriculture concentrates of land in the hands of the wealthy; hence small farmers often have to work abroad to earn enough money for their families.

Bailing out the peso a few months ago cost the IMF \$17 billion, the World Bank \$1.5 billion and the United States \$10 billion. These institutions report that the situation is under control, but it isn't.

Instead, since January 1995, the price of food has increased by 26% and car sales have dropped by 52%.

Mexican economist Carlos Heredia, speaking at the P-7 in Halifax, predicted economic revolution before the fall and explosive social crisis by January.

Heads of States at the G-7 agreed to a \$58 billion increase in the amounts available to the IMF to bail out currencies in jeopardy. Critics say this will be \$58 billion more lost to speculation.

Neither curbing speculation or addressing structural adjustment policies was mentioned in the G-7 communiqué. ♦

LIBRAIRIE LES GALERIES DU PARC  
3575 AV. DU PARC  
MONTRÉAL (QUÉBEC)  
H2X 3P9

**TÉL: 514.845.1295**  
**FAX: 514.845.3069**

**MONTY RAIDER**  
**Propriétaire / Owner**



LE PLAISIR DE LIRE

# L'HISTOIRE DE MILE END

## MILE END STORY



Par CHRIS SCHOOFS

L'élément le plus important du terrain de l'Exposition était le Crystal Palace, qui s'élevait juste au sud du boulevard Saint-Joseph. Cet édifice avait été construit en 1860, sur la rue Sainte-Catherine, en prévision de la visite d'Albert Edward, prince de Galles et fils de la reine Victoria (le futur Édouard VII), qui avait alors 19 ans. Le prince de Galles venait à Montréal pour inaugurer le pont Victoria, qui constituait pour l'époque une prouesse technique. Le Crystal Palace, inauguré par le prince le 25 août 1860, s'inspirait de l'édifice du même nom qui avait été construit à Londres pour la Grande Exposition de 1851. Au début des années 1870, un litige relié à la propriété du terrain sur lequel s'élevait le Crystal Palace de Montréal, incita le gouvernement provincial à acheter l'édifice et à le déménager, en 1879, sur le site du nouveau terrain de l'Exposition.

Le Crystal Palace était assez grand pour abriter une patinoire en hiver. On y tenait de nombreux bals et fêtes tout au long de l'été, notamment à la fête de la Reine, à la Saint-Jean-Baptiste et à la fête du

Dominion. Les Caledonian Games s'y déroulèrent pendant quelques années. On trouvait également sur le terrain de l'Exposition une remise pour les voitures, une salle d'exposition de machines, un immeuble destiné à la presse, un bureau de police et du télégraphe, plusieurs restaurants, ainsi que divers bâtiments où l'on abritait et jugeait des animaux et tous les genres possibles de produits agricoles.

Grâce à une ligne secondaire spéciale du chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental (QMO&O), les visiteurs pouvaient se rendre au terrain de l'Exposition en prenant un train qui les laissait à peu près à ce qui est aujourd'hui l'angle de l'avenue de l'Esplanade et du boulevard Saint-Joseph. Le voyage à partir de la ville coûtait 10 ou 15 cents. On pouvait également aller au terrain de l'Exposition en tramway, en omnibus ou en voiture à chevaux. Les plus courageux s'y rendaient à pied, à partir de la rue Upper Bleury (maintenant l'avenue du Parc, entre la rue Sherbrooke et l'avenue des Pins), à travers les champs verdoyants de la clairière aménagée en 1805. ♦

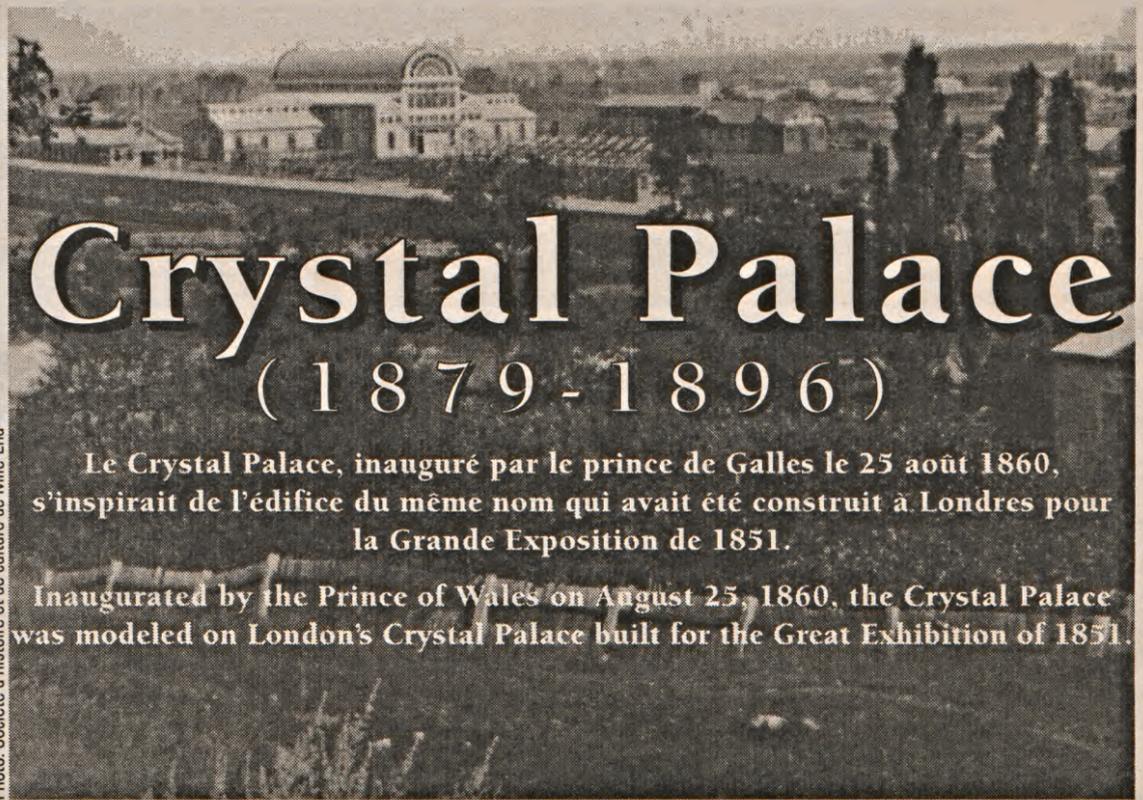


Photo: Société d'histoire et de culture de Mile-End

# Crystal Palace

## (1879-1896)

Le Crystal Palace, inauguré par le prince de Galles le 25 août 1860, s'inspirait de l'édifice du même nom qui avait été construit à Londres pour la Grande Exposition de 1851.

Inaugurated by the Prince of Wales on August 25, 1860, the Crystal Palace was modeled on London's Crystal Palace built for the Great Exhibition of 1851.

By CHRIS SCHOOFS

A large exhibition hall known as the Crystal Palace, just south of Saint Joseph Boulevard, served as the focal point of the grounds. The Crystal Palace had originally been built in 1860 in preparation for the visit of Queen Victoria's son Albert Edward, the 19-year-old Prince of Wales (the future Edward VII), who came to Montreal on his first royal tour to inaugurate the Victoria Bridge, one of the engineering marvels of its time. First located on Saint Catherine Street and inaugurated by the Prince himself on August 25, 1860, the hall was modeled on London's Crystal Palace built for the Great

Exhibition of 1851. In the early 1870s, a legal dispute over the ownership of the land on which Montreal's Crystal Palace stood led the provincial government to buy the building and move it in 1879 to a location in the newly-created exhibition grounds.

The building was large enough to hold a skating rink in the winter and was the site of numerous balls and celebrations throughout the summer on holidays such as the Queen's Birthday, Saint Jean Baptiste Day, and Dominion Day. The Caledonian Games also took place here for some years. The grounds also included a carriage building; a machinery hall; a building for the press; a police and telegraph office; a wide variety of

buildings to house and judge animals and all types of agricultural products; and several restaurants.

Visitors could arrive by train on a special branch line of the Q.M.O. & O. Railway Company (Quebec, Montreal, Ottawa, and Occidental Railway Company) from the city at a cost of 10 or 15 cents. This train left its passengers at what is today approximately Saint Joseph Boulevard and Esplanade Street. Visitors could also arrive by streetcar, omnibus, or horse-drawn carriage. The more adventurous could walk from the top of Upper Bleury Street (today Park Avenue between Sherbrooke and Pine) through the green fields of the clearing originally made in 1805. ♦



**CORDONNERIE SHOE REPAIR**  
DEPUIS 1980 SINCE

RÉPARATION TOUT GENRE D'ARTICLES EN CUIR  
ALL KINDS OF LEATHER REPAIRS  
VESTES & FERMETURES ÉCLAIR • JACKETS and ZIPPERS

20 ST. CUTHBERT (COIN ST. LAURENT)  
MONTRÉAL, QUÉBEC H2W 1L3

## Les Montréalais et les Montréalaises,



### ils connaissent ça!

Et si vous faites partie de ceux qui ne connaissent pas encore la loterie Banco, passez chez un détaillant Loto-Québec et commencez tout doucement avec une mise 2.

- Choisissez deux numéros.
- Misez un dollar.

Et vos chances sont bonnes, parce qu'à Banco, on tire toujours vingt numéros.

**Plus de numéros qu'il n'en faut pour gagner.**



Août 1995 • Vol. 2, n° 6 • PLACE PUBLIQUE • 11



# Des actions qui s'imposent

PAR SERGE MONGEAU

*La chronique de Serge Mongeau vous est gracieusement offerte par les Éditions ÉcoSociété et est tirée du livre du même nom*

**D**ans notre société industrialisée axée sur la production et la consommation, nous avons réussi à vaincre les principaux obstacles matériels à l'épanouissement des individus, tels que la famine, l'asservissement, l'ignorance... Bien sûr, tous ne

bénéficient pas également de tous ces progrès, mais dans l'ensemble, ils en tirent un certain avantage. Pourtant, de nombreux indices — les suicides, les maladies mentales, le cancer, la violence, par exemple — nous donnent à penser que, malgré tout, les gens ne sont pas pleinement épanouis. S'il en est ainsi, c'est que la société de consommation ne peut jamais, par nature, satisfaire tous les besoins humains. En fait, la société de consommation est fondée sur l'insatisfaction: pour que les gens désirent

continuer à consommer, pour qu'ils fassent tourner indéfiniment la roue de l'économie, il faut qu'ils désirent toujours plus et qu'ils achètent ainsi constamment. Il faut que les appétits soient insatiables. C'est ce qui se produit aujourd'hui: tout est transformé en marchandise, tout peut s'acheter, mais alors tout est éphémère et extérieur à l'individu qui, lui, n'évolue pas ni ne s'épanouit. L'être humain est plus que matière et il requiert plus que des marchandises pour s'épanouir.

Pour que nous parvenions à une santé intégrale, c'est-à-dire à l'épanouissement de toutes nos possibilités, il faudrait que nous trouvions plus que des nourritures ou des remèdes physiques et, dans une moindre mesure, des nourritures émotives. Une société qui

oriente toute son activité uniquement vers la satisfaction des besoins matériels et émotifs ne permet qu'un développement tronqué. Pour rendre la santé accessible au plus grand nombre, je vois deux types d'interventions possibles: d'abord sur le plan des valeurs, ensuite dans le renforcement des piliers de la santé.

Tant qu'on persistera à ignorer la dimension spirituelle de l'être humain, on ne pourra parvenir à l'épanouissement de toutes les dimensions humaines. La vie humaine doit avoir un sens, sinon elle est réduite à un état végétatif. Pour avoir des raisons de vivre, les gens ont besoin de se sentir utiles, d'occuper une certaine place dans la société, de savoir que d'autres ont besoin d'eux, de s'estimer de quelque importance.

Les gens ont aussi besoin d'avoir des racines, d'appartenir à un milieu dont ils peuvent dépendre, mais qui dépend également d'eux. La vie en société ne se résume pas à une simple juxtaposition d'êtres, elle se fonde sur des relations complexes et profondes. L'harmonie dans ses rapports avec les autres humains, mais aussi avec la nature, me paraît être une condition fondamentale à l'harmonie de l'individu. Tout ce qui peut contribuer à donner un sens à la vie, tout ce qui peut favoriser le développement d'un sentiment d'appartenance au milieu, tout ce qui permet l'harmonie devient donc, dans cette époque matérialiste, un pas de plus vers l'épanouissement et la santé. ♦

## Santé Capillaire

**PROGRAMME DE SOINS CAPILLAIRES NATURELS**

*Micheline Grimard*

**Infirmière Naturothérapeute**

30 années expérience santé dont  
5 années expérience capillaire

Mtl.: ☎ 289-9762 Rive-Sud: 446-6100

## Actions to be taken

By SERGE MONGEAU

*This chronicle by Serge Mongeau is graciously offered by Éditions ÉcoSociété and is taken from the book by the same title.*

**I**n our industrialised society, which is driven by production and consumption, we have succeeded in conquering the main obstacles to personal growth and

development such as famine, slavery and ignorance... Of course, not everybody benefits to the same degree from all these improvements but, over all, they do draw a certain advantage from them. There are, however, many indications — the rates of suicide, mental illness, cancer, and violence, for example — that people are far from feeling well. Consumer society can never satisfy human needs, possi-

bly because it is based on the notion of dissatisfaction. People have to keep wanting in order to consume; and to keep consuming in order to buy; and to keep buying in order that the economy boom. Our appetites must remain insatiable: we cannot break the cycle or the whole thing would collapse. And that's what we have produced today: a paradigm in which everything becomes merchandise to be bought and sold, a fleeting, external phenomenon in which the individual neither grows nor evolves. Human beings are more than matter and they require more than material wealth to become fulfilled

For us to achieve complete health—that is to say, the flowering of ALL our possibilities—we need more than food or physical remedies or even emotional nurturing. A society directed solely towards satisfying material goals or emotional cravings allows only a partial development at best.

As long as we ignore the spiritual dimension of human beings, we will never reach our full potential. Human life must make sense, or else we are reduced to the level of vegetables. To have reasons to live, people need to feel useful; to occupy a certain place in society; to know that others need them; and to esteem their own importance. People also need roots and contexts on which they can depend and know themselves to be depended upon. Life in a society cannot be summarised as a simple juxtaposition of beings: it is based on profound and complex relationships. Harmony among these human links, as well as those with nature, is fundamental for the harmony of the individual. Everything which contributes to a sense of life, everything which promotes a feeling of belonging and of harmony in this materialistic age becomes a step towards health and well-being. ♦



**Pauline Lafrenière**  
*Infirmière soins des pieds*

- Coupe des ongles
- Soins des ongles incarnés
- Cors et durillons
- Calosités, crevasses
- Pieds diabétiques
- Massage
- Enseignement, prévention

514-284-3871 Membre: O, i, iQ, / A i i 5 PQ

*Patricia Garcia Ancona* 

TRAITEMENT DE LA PEAU  
IONISATION • HYDROTHÉRAPIE  
ACNÉ • VERGETURES • ANTI-RIDES  
ÉPILATION À LA CIRE

DÉMONSTRATION GRATUITE DE PRODUITS  
NATURELS POUR SOINS DE LA PEAU

4420 COLONIALE SUITE 5 • SUR RENDEZ-VOUS ☎ 281-8357



- Soins visage
- maquillage
- leçon de maquillage
- épilation à la cire: jambes, bras, visage
- ligne de sourcils
- décoloration visage/bras
- teinture cils et sourcils

- traitement de cellulite
- massage corporel
- manucure
- pédicure
- réflexologie
- électrolyse
- perçage d'oreilles

**Spécial d'août**  
**CIRE • JAMBES**

3575, avenue du Parc  
Les Galeries du Parc, suite 5205  
Tél.: 844-9709

**Êtes-vous en train de vous poser une de ces questions?**

- Comment m'y prendre pour:
- ♦ Retourner aux études
  - ♦ Réorienter ma carrière
  - ♦ Retrouver ma motivation au travail
  - ♦ Augmenter ma concentration et ma mémoire
  - ♦ Identifier mon style de fonctionnement
  - ♦ Apprendre à mieux me connaître
  - ♦ Préparer ma retraite, et me faire reconnaître!

**L'Institut pour  
Reconnaissance de Soi**  
1123 Rachel Est

VOUS OFFRE DES SERVICES ET DES ATELIERS  
EN RECONNAISSANCE DES ACQUIS

Soirées gratuites d'information  
les 15 - 23 et 29 août 1995 à 19:00  
réservez auprès de Lise M. Belzile

au  
5 2 1 - 2 4 9 9



## Cherchez la Porte Jaune

collaboration de PIETRO BOZZO

**D**e concert avec d'autres centres de services communautaires et avec des fournisseurs de services sociaux, Porte jaune joue un rôle important dans la satisfaction de TOUS les besoins de notre communauté.

Porte jaune (Young Men's Christian Association of McGill University) est une association à but non lucratif dont la mission est de promouvoir le développement personnel, social et spirituel en encourageant le dialogue, le service communautaire et l'expression artistique.

Il existe actuellement trois programmes principaux à Porte jaune. Le plus célèbre des trois est le café

Porte jaune. C'est depuis longtemps l'un des endroits les plus fréquentés de ce genre en Amérique du nord. Ensuite, il y a le Projet des Aînés, qui a débuté en 1972. Il fournit les services de bénévoles aux aînés du centre ville. Enfin, le programme de l'aumônerie apporte une assistance spirituelle aux étudiants et à la communauté en général. Ce programme de l'aumônerie a des liens étroits avec le département de l'aumônerie interconfessionnelle de McGill.

Au fil des ans, de nombreux étudiants ont consacré une large part de leur énergie à titre de bénévoles à Porte jaune. Nous avons également établi un programme de placement pour les étudiants en ergothérapie, ainsi que les étudiants en aide sociale et

en techniques infirmières. Ils participent au programme des visites amicales du Projet des aînés. De même, le programme d'accompagnement a beaucoup profité de l'aide de nos étudiants bénévoles.

Notre participation constante à la «table de concertation» organisée par le CLSC Métro à l'automne 1994 est vitale. Vu les réalités financières et démographiques actuelles, la communication est la clé! Les associations comme la nôtre doivent s'associer et collaborer pour garder un niveau acceptable de santé et de bien-être communautaires.

*Pietro Bozzo est l'actuel secrétaire général de Porte jaune. Pour avoir des informations ou devenir bénévole, appelez le 398-6243, du lundi au vendredi, de 9h à 17 h.*

## Just Look for the Yellow Door

a PIETRO BOZZO contribution

**W**ith the help of other community service centres and social service providers, the Yellow Door plays an important role in answering ALL the needs of our community.

The Yellow Door is a non-profit organisation whose mission is to promote personal, social, and spiritual development by encouraging dialogue, community service, and artistic expression.

There are currently three major programmes at the Yellow Door, of which the most well-known is the Coffeehouse, one of the oldest continuously-running venues of

its kind in North America. Next is the Elderly Project, which began operations in 1972 to provide the elderly living in the downtown area with volunteer services. Finally, the Chaplaincy Programme, closely linked with the Interdenominational Chaplaincy Department of McGill, lends spiritual guidance for students and the community in general.

Through the years, many students have offered much of their time and energy as volunteers for the Yellow Door. We have developed field placements for students in occupational therapy, social work, and nursing, who help with friendly visiting as part of the

Elderly Project. The accompaniment programme is mostly manned by student volunteers.

Our continuing participation in the "Table of Concertation", organised by the CLSC Metro in the fall of 1994, is vital, given today's financial and demographic realities. Communication is the key: organisations such as ours must connect and collaborate to maintain community health and well-being.

*Pietro Bozzo is the current Secretary-General of the Yellow Door, 3625 Aylmer Street. To obtain information or to volunteer, please call 398-6243, Monday to Friday, 9-5.*

### TANDEM DANS MA RUE?!

Venez vous informer sur la sécurité à domicile avec Tandem et Pick & Pocket! Tandem Montréal Ville-Marie vous invite à des kiosques d'information, qui auront lieu aux dates suivantes afin de mettre sur pied un programme de surveillance de quartier.

### TANDEM ON MY STREET?!

Come and learn about home safety with Tandem and Pick & Pocket! Tandem Montreal Ville Marie invites you to information kiosks, to be held on the following dates, in order to promote a neighbourhood watch program.



Montréal

#### JUILLET/JULY

24 (lun/mon)	CLARK - entre/between Ave des Pins & Prince Arthur
26 (mer/wed)	CLARK - entre/between Prince Arthur & Milton
31 (lun/mon)	STE FAMILLE - entre/between Prince Arthur & Milton

#### AOÛT/AUGUST

2 (mer/wed)	STE FAMILLE - entre/between Milton & Sherbrooke
7 (lun/mon)	JEANNE-MANCE - entre/between Ave des Pins & Prince Arthur
9 (mer/wed)	HUTCHISON - entre/between Ave des Pins & Prince Arthur
14 (lun/mon)	HUTCHISON - entre/between Prince Arthur & Milton
16 (mer/wed)	AYLMER - entre/between Ave des Pins & Prince Arthur
21 (lun/mon)	AYLMER - entre/between Prince Arthur & Milton
23 (mer/wed)	LORNE CRESCENT - entre/between Ave des Pins & Prince Arthur
28 (lun/mon)	AVENUE LORNE - entre/between Prince Arthur & Milton

Pour plus d'information, téléphonez à Tandem au: / For more information call Tandem at:

**849-8393 # 718**

Les kiosques se tiendront de 17h. à 19h. / All Kiosks will be held from 5pm to 7pm

## Notes communautaires

- Le troisième festival annuel Divers/cité, Défilé de la Fierté, se déroulera du 3 au 6 août 1995. Il célébrera l'histoire, la culture et la fierté des communautés lesbiennes, homosexuelles, bisexuelles et transsexuelles du Québec. La marche aura lieu sur la rue Saint Denis, et se terminera en après midi par des festivités au Parc Lafontaine. Pour de plus amples informations, merci d'appeler le (514) 285-4011.

- La pétition pour l'extradition de Mengistu Hailemariam hors du Zimbabwe afin d'être jugé pour ses crimes en Ethiopie a été expédiée au Président Robert Mugabe, selon la coordinatrice, Martha Negede, de l'Agence pour le développement éthiopien. Sous la «terreur rouge» d'Hailemariam, de 1973 à 1991, près de 2 millions de personnes sont mortes. Actuellement, il est un invité privilégié par le Zimbabwe. La pétition sera remise chaque année, le 8 mars, jusqu'à ce qu'Hailemariam soit rappatrié et jugé équitablement.

- 872-ALLO est le numéro du nouveau service téléphonique interactif pour les communautés culturelles chinoises, espagnoles, grecques et italiennes. Il sert à obtenir des informations sur le compostage, la collecte des vêtements et le recyclage.

- Le YMCA de l'avenue du Parc, en collaboration avec le comité de Mile-End, a lancé un nouveau programme d'emploi pour les jeunes de 14 à 17 ans. Les douze membres de la «Coopérative jeunesse des services» ont terminé leur formation en peinture, jardinage, garde d'enfant, lavage de vitres, et aide aux aînés. Ils sont prêts pour un emploi. Merci d'appeler le 872-0726 et d'embaucher un jeune à un salaire raisonnable!

- Le Centre interculturel Strathearn célèbre le mois de la photo par une grande exposition appelée «Terre natale, Terre promise, Terre blessée» tiré de la collection de l'Agence «Stock photo». Les photos de Robert Frechette, Jean-François Leblanc et Normand Blouin révèlent les relations étroites entre la terre et les Premières Nations du Québec, de Palestine, et des pays de l'ex URSS. Du 17 août au 17 septembre 1995, 3680 rue Jeanne Mance, téléphone 982-1812.

- La section Jeunesse au soleil, de la bibliothèque des enfants de Montréal organise des programmes de lecture Mom-and-Tot, tous les mardis à 10h30. De plus, la bibliothèque est ouverte tous les mardis de 9h30 à 5h30. Pour toute information, merci d'appeler Molly Walsh au 931-2304.

...

- The third annual Divers|Cité Pride March and Cultural Festival runs August 3rd-6th, 1995, celebrating the history, culture and pride of the Quebec lesbian, gay, bisexual and transgendered communities. The March will be held on Saint Denis Street, culminating in afternoon festivities at Parc Lafontaine. For complete information please call (514) 285-4011.

- The petition for the extradition of Mengistu Hailemariam from Zimbabwe to Ethiopia to stand trial for his crimes, is now on its way to President Robert Mugabe, according to Martha Negede, from the Ethiopian Development Agency. Under Hailemariam's "Red Terror" between 1973 and 1991, nearly 2 million people died. Hailemariam is currently a privileged guest in Zimbabwe. Negede said that the petition will be re-mounted every year on March 8th until Hailemariam returns to be tried fairly.

- 872-ALLO is the number for the new interactive telephone service for Chinese; Spanish; Greek; and Italian cultural communities for information about compostage, garment collection, and recycling.

- The Park Avenue YMCA, in collaboration with the Mile-End Committee, has launched a new employment program for youth aged 14-17. The twelve members of La Cooperative jeunesse des services have completed their training in painting, yard work, baby sitting, window-washing, and helping seniors; and are open for business. Please call 872-0726 and hire a teen at reasonable rates!

- The Strathearn Intercultural Center celebrates the Month of the Photo with a huge exhibition called "Terre natale, Terre promise, Terre blessée", from the Stock Photo Agency. The photographs of Robert Frechette, Jean-François Leblanc, and Normand Blouin reveal intimate relationships between the earth and the people in First-Nation Quebec; in Palestine; and in the countries comprised by the former Soviet Union. August 17th- September 17th, 1995, at 3680 Jeanne Mance Street, tel. 982-1812.

- The Sun Youth Branch of Montreal Children's Library holds Mom-and-Tot reading programmes on Tuesday mornings at 10:30, in addition to its summer hours (Tuesdays, 9:30-5:30). For information please call Molly Walsh at 931-2304.

## Community Notes

# L'Affaire Milton-Parc

**P**lace publique Milton-Parc vous présente un onzième extrait du livre de Claire Helman: *The Milton-Park Affair: Canada's largest citizen-developer confrontation*. Le livre a été publié en 1987 chez Véhicule Press à Montréal. La traduction a été effectuée généreusement pour le compte du journal par Normand Lebeau, citoyen de Milton-Parc. Si vous n'avez pas lu les onze premiers épisodes, vous pouvez vous les procurer en communiquant avec le journal.

Vous prendrez connaissance, au fil de la présentation de ce livre, de la détermination avec laquelle un groupe de citoyens a défendu son quartier. Les intrigues, les tractations et les pressions reliées à l'évolution de leur lutte contiennent des éléments dignes d'un récit d'espionnage.

Photo: Mark Goldman

PAR CLAIRE HELMAN TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR NORMAND LEBEAU

Entre-temps, l'hôtel, la promenade commerciale, la tour à bureaux et la tour d'habitation de la Phase 1 de La Cité étaient finalement en opération. Bien que les résidents du quartier se mirent à fréquenter les aires publiques du nouveau complexe, il était évident que les prix des boutiques, des restaurants et du centre de conditionnement physique ne correspondaient pas à leur niveau de vie. Le supermarché Steinberg, accessible à toutes les classes sociales, faisait toutefois exception à la règle.

En 1976, le Conseil Municipal de la Ville de Montréal, reconnaissant les effets négatifs sur l'économie de la présence d'un trop grand nombre d'édifices élevés dans le centre-ville ébaucha un règlement administratif qui allait donner un formidable coup de main aux activistes de Milton-Parc qui continuaient de tenir leur bout. Le règlement limitait la superficie des nouveaux édifices à appartements du centre-ville à six pieds carrés pour chaque pied de terrain sur lequel était construit l'édifice. La hauteur des nouveaux édifices allait donc être limitée à quatre étages. Cependant, tout indiquait que, si Concordia demandait une exemption, la Ville lui prêterait une oreille attentive.

Dimitri Roussopoulos et Bob Silverman, représentant le CCMP, convoquèrent rapidement une conférence de presse pour dénoncer toute exemption en faveur d'Immeubles Concordia. Ils revendiquaient par la même occasion le mérite des comités de citoyens d'avoir incité la Ville à adopter ce règlement.

John Gardiner, un conseiller du RCM élu en 1974, et qui devint plus tard organisateur dans le quartier Milton-Parc, souligna que le règlement avait été proposé et secondé par les commerçants du coin qui n'avaient plus les moyens de payer les taxes générées par la construction d'édifices élevés. L'adoption de ce règlement remonta le moral des membres du comité de citoyens qui en avaient bien besoin. Désormais, ni Concordia ni aucun autre promoteur ne pourrait construire d'édifices dominant les résidences environnantes.

En fait, pour des raisons financières, Immeubles Concordia n'était plus en mesure de procéder aux phases ultérieures de La Cité et s'était mise en quête d'acheteurs à qui vendre non seulement le reste des terrains du quartier mais également la Phase 1 elle-même.

En 1977, les scandales entourant la construction des installations olympiques avaient éclaté au grand jour et contribué à désabuser les Montréalais qui avaient connu deux semaines d'euphorie pendant les Jeux Olympiques de 1976. Ceux-ci venaient de constater quel était le prix à payer pour la concrétisation d'un des rêves de grandeur du maire Jean Drapeau.

Confrontés à un Stade Olympique non achevé et aux grues qui semblaient désormais faire partie du décor montréalais de façon permanente, la plupart des gens haussaient les épaules ou grimâçaient. Toutefois, peu importe leur réaction, ils devraient quand même défrayer les coûts exorbitants des Jeux Olympiques qui étaient passés de 310 millions à 1,3 milliards de dollars, note salée s'il en était une!

Malgré les critiques, la mauvaise publicité et même les procès intentés à des gens associés de près au maire Drapeau, son parti

parvint à maintenir sa suprématie de façon éclatante alors que l'opposition ne récolta que deux sièges. Le RCM qui avait obtenu 18 sièges au conseil municipal lors des élections précédentes ne parvint en 1978 qu'à en conserver un, soit celui de Michael Fainstat. Nick Auf der Maur, ancien conseiller du RCM et devenu candidat pour le Groupe d'Action Municipale, obtint le seul autre siège qui échappa au parti de Jean Drapeau. Étant donné la conjoncture, qui donc pouvait maintenant faire échec au statut quo? ♦

Café-restaurant

## LA FIESTA

TRAITEUR  
Mets mexicains • Tacos • Tamales • Petites bouchées mexicaines  
**Ivonne Morales**  
**Carlos Vazquez**

Ouvert de 8 h à 19h du lundi au vendredi  
Spécial du midi  
**4 85 \$**

3680, Jeanne-Mance, Montréal Qc H2X 2K5 • (514) 951-2516

PROTÉGÉ PAR / PROTECTED BY

LES INDUSTRIES DE SÉCURITÉ

## BELTRONIC INC

SECURITY INDUSTRIES

((ALARME))

INFRAROUGE — ULTRASONIC — SONIC-PASSIF — MONITEUR T.V. — CENTRAL

à partir de / Starting from **\$195.00**

Pour l'installation / For the installation

Plus **\$19,95** par mois - contrat 2 ans  
per month - 2 year contract

- PANNEAU 6 ZONES
- CLAVIER
- INFRAROUGE
- CONTACT PORTE AVANT
- SIRENE
- OPTIONS ADDITIONNELLES DISPONIBLES
- 6 ZONE PANEL
- KEYPAD
- INFRA-RED
- FRONT DOOR CONTACT
- SIREN
- ADDITIONAL OPTIONS AVAILABLE

**3 8 8 • 6 0 5 2**

Votre commerce est important pour les gens du quartier  
**FAITES-VOUS CONNAÎTRE!**

Mon engagement, vous offrir:

- tarifs abordables
- conception graphique soignée
- service personnalisé dans un journal bilingue, distribué gratuitement à plus de 46 000 lecteurs/trices.

*Hicelle Bugeon*



MARKETING

844-6917 / 0391  
Fax 849-3109

Your business is important for the people in the community.  
**MAKE YOURSELF KNOWN!**

my engagement, to offer you:

- reasonable rates
- meticulous graphic conception
- personalised service in a free bilingual newspaper, distributed to over 46,000 readers.

*Hicelle Bugeon*

# LA CAPOTERIE

Condoms • Cadeaux • Humour

**3\$** de rabais sur tout achat de 25\$ et plus  
expiration le 31 août 1995.

Ouvert 7 jours de 10 à 21h

2061, St-Denis, Montréal  
(514) 845-0027

Restaurant

## Place Milton

CHEZ NICK

220, rue Milton  
Tél.: 285-0011

Petit déjeuner:  
de 8h à 11h du lundi au vendredi et jusqu'à 15h les samedis, dimanches et jours fériés

Du lundi au vendredi dès 8h  
Samedi, dimanche et jours fériés de 8h à 16h

Menu des Samedi, Dimanche et jours fériés:  
**PETITS DÉJEUNERS ET BURGERS**

Terrasse maintenant ouverte  
Apportez votre vin